

L'assurance-chômage

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, mon rôle n'a pas été des plus faciles au Canada.

Des voix: Ne parlez en démagogue.

L'hon. M. Mackasey: Pour ma part, je sortirai d'ici aussi intègre que j'y suis arrivé il y a dix ans; c'est plus que n'en peuvent dire quelques-uns de ceux qui essaient de jouer double jeu.

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: C'est vous qui avez créé le chômage.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Mackasey: Cette question des 800 millions de dollars revient sans cesse sur le tapis et ne cesse pas d'être mal comprise. Il est presque impossible d'imaginer comment, collectivement, plus de 100 personnes peuvent être assez stupides pour ne pas comprendre pourquoi le chiffre de 800 millions a été inscrit dans la loi.

• (2130)

En second lieu, monsieur l'Orateur, l'assurance-chômage fonctionne d'après l'année civile. Nous savons au centime près, grâce à la déclaration du ministre, ce que seront les débours. Il vaut la peine de la lire, cette déclaration. Les députés devraient la lire, car elle est instructive. Ce régime a coûté environ 200 millions de dollars au peuple canadien. En fait, le ministre a été précis au centime près. Nous ne connaissons pas encore toutes les recettes. Il faudra attendre que les bordereaux T4 soient analysés au cours de l'été. Les cotisations des entreprises et des employés se trouvent au fonds du revenu; le ministère du Revenu national doit les trier et les transmettre aux services pertinents, dont la Commission de l'assurance-chômage.

Tout ce dont nous avons entendu parler aujourd'hui, ce sont des coûts. Il existe des moyens de les réduire. J'en ai déjà parlé. Il n'est pas trop tard, 21 h 35, pour apporter d'autres amendements afin de réduire les coûts pour ne pas avoir besoin de huit cents millions de dollars. Je puis les passer en revue comme je l'ai fait l'autre soir. Un député a proposé d'exclure les pêcheurs à leur compte de la côte Est, d'autres, de diminuer les prestations et d'augmenter la période d'attente de huit à douze semaines ou même, comme l'a proposé hier le chef de l'opposition, (M. Stanfield) alors qu'il appuyait Reuben Baetz, à vingt semaines.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Mackasey: Allez-y, augmentez-la à 20 semaines. Mes honorables vis-à-vis pourront l'expliquer aux 300,000 ou 400,000 personnes qui ne pourront plus bénéficier de l'assurance-chômage. Si vous le faites, vous serez au moins logiques avec vous-mêmes, mais vous ne pouvez tout avoir. Vous ne pouvez prétendre vous intéresser aux chômeurs en votant pour cette mesure si, dans le même temps, vous dites que vous ne pouvez proposer d'amendements à la loi. Vous pouvez le faire maintenant. Éliminez les pêcheurs, les ouvriers du bois, les femmes, les prestations de maternité...

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. J'en suis sûr, les députés veulent se montrer justes envers le député

[M. Nowlan.]

qui a actuellement la parole et, en même temps, a l'égard de la présidence.

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, le déficit que la loi tend à combler du côté des cotisations employeur-employé, suivant les chiffres dont le ministre a donné lecture l'autre jour, est précisément de 159 millions de dollars. Les députés doivent comprendre que presque deux millions de personnes, sous le signe de l'universalité, ont été inscrites au taux préférentiel de 40 p. 100. Cette année, ce sera au taux de 80 p. 100 et, l'an prochain, de 100 p. 100. Les députés doivent admettre qu'avec flexibilité il nous faut ajuster le taux à 5c. ou 10c. près. C'est à peu près tout ce qui arrivera probablement au cours des cinq prochaines années. Ce sera encore moins que la somme de \$1.40 d'il y a cinq ans.

Il est évident que la somme de 160 millions de dollars sera remboursée au gouvernement. La caisse, comme je l'ai indiqué, demeurera dans un équilibre relatif. Si, à la fin de l'année, il y a une hausse, elle se manifestera dans des taux inférieurs. S'il y a un déficit, les taux seront plus élevés. C'est ce que dit le bill. Le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) a consacré tout son temps de parole à ce bill, mais il ne le comprend pas. Ne blâmez pas le gouvernement. Je devais en informer le gouvernement si je croyais que nous allions être à court d'argent. Les fonctionnaires compétents m'ont informé en septembre que nous pourrions avoir des difficultés en décembre, si nous n'étions pas prudents. Je suis très certain que, en décembre, j'ai décidé qu'il fallait avertir le cabinet.

Il est une chose que je n'ai pas aimée dans les procès-verbaux du comité des prévisions budgétaires en général. Tous les députés qui ont participé au débat ont repassé les procès-verbaux du comité. Ce sera ma seule référence. On a essayé de traîner dans l'arène politique le commissaire en chef de la Commission d'assurance-chômage, l'un des travailleurs les plus énergiques du pays.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Mackasey: Des députés avaient des questions à poser. Avant de lui donner la chance de répondre, on a demandé au commissaire en chef si sa réponse était vraie ou fictive. C'est une insulte. Le commissaire en chef aurait dû dire à ce député que c'est une insulte à un haut fonctionnaire de supposer qu'il mentirait devant un comité de la Chambre.

Des voix: Quelle honte!

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, j'ai dit que je ne me mêlerais pas des audiences du comité. Je vous dis toutefois que tout ce que j'ai dit dans cette Chambre au cours des dix dernières années a été exact. Je n'ai jamais délibérément trompé la Chambre. Je n'ai pas informé mes collègues, pas plus que je n'ai été informé qu'il pourrait ou serait nécessaire d'obtenir des mandats au cours de cette période d'urgence quand nous sommes revenus pour régler la grève. J'ai pu ne pas être responsable, faire une grave erreur de jugement; l'important, c'est que c'est ma responsabilité, et non celle du gouvernement.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Mackasey: Ce qui est encore plus important, c'est la façon dont l'opposition s'est servie de cette question pour essayer, comme quelqu'un vient de le dire, de soulever les forces réactionnaires du pays tout en disant aux chômeurs: «Nous sommes vos amis parce que nous votons pour les 800 millions.» Votez contre. Nous n'avons